



Conférence « Enjeux climatiques internationaux : quels leviers d'action du Nord au Sud ? »

30 janvier 2014 – compte-rendu intégral

1e partie : Retour des membres écolo j présents à la COP 19

A. Présentation de la vidéo

Le 15 novembre dernier, écolo j embarquait dans le train Climate Express vers Varsovie avec plus de 600 autres personnes issues de la société civile pour se faire entendre auprès des dirigeants en pleine négociation à la COP 19.

Parce que les changements climatiques et leurs conséquences nous concernent toutes et tous, de nombreuses associations et organisations aux idéologies, missions et projets divers (voire parfois divergents) se sont mobilisées avec pour objectif commun de maintenir la pression sur les parties autour de la table pour, au minimum, agir concrètement et atteindre les objectifs fixés précédemment.

Durant le trajet, nous avons parcouru les allées du train caméra au poing et posé les 3 mêmes questions à ceux qui ont bien voulu nous répondre : Qui es-tu ? Pourquoi es-tu mobilisé ? Et enfin, pour le fun, que vas-tu faire cette nuit ?

B. Projection de la vidéo

Vidéo téléchargeable ici : <http://www.ecoloj.be/?enjeux-climatiques-internationaux,2741>

C. Pourquoi écolo j était présent lors de cette manifestation ?

écolo j avait quatre objectifs essentiels à défendre lors de cette manifestation :

1. **Soutenir la réduction effective des émissions de CO2 et atteindre les objectifs fixés** : La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), reste la solution la plus efficace pour protéger notre climat. Notre objectif est donc de convaincre l'ensemble des parties de réduire drastiquement les émissions de GES à l'échelle mondiale (- 40 % pour 2020 par rapport à 1990). Il s'agit des recommandations du GIEC visant à progresser dans la lutte contre le réchauffement climatique.
2. **Soutenir la concrétisation du fonds vert** : Il est indispensable de prévoir un financement ambitieux pour répartir équitablement les coûts de l'atténuation et de l'adaptation des mesures de réduction des gaz à effet de serre. Objectif : Atteindre 100 milliards de dollars/an disponibles dans ce « Fonds vert ». Pourquoi ? Parce que le changement climatique est inéluctable et que les pays industrialisés en sont les



principaux responsables. Ces pays doivent contribuer à ce financement et l'organiser envers les pays en développement, plus vulnérables et premières victimes des changements climatiques.

3. **Maintenir la pression** : Ne pas laisser croire aux dirigeants de la planète que plus personne ne s'intéresse aux défis climatiques. Pour nous, la crise économique ne doit pas être un prétexte pour ne plus parler du réchauffement climatique. Au contraire, écolo j pense que crise économique et réchauffement climatique sont étroitement liés ! Développer des filières vertes et sortir du nucléaire nous éviteraient une catastrophe environnementale et humaine et permettraient de créer des milliers d'emplois en Europe. La relance économique doit passer par une prise en compte des limites de notre système.
4. **Insister sur la solidarité intergénérationnelle** : Nous sommes responsables de l'environnement dans lequel évolueront les générations futures. Même si nous ne ressentons pas encore de manière tangible le changement climatique sous nos latitudes, il n'en sera pas de même pour nos enfants et petits-enfants, dans un avenir proche !

D. La manifestation proprement dite

Comme nous l'avons dit en présentant la vidéo, les participants qui ont pris place dans le train et plus généralement à la manifestation venaient tous d'horizons différents. Il n'y avait pas que des organisations politiques : la démarche était essentiellement civique.

Vous l'avez sans doute vu dans les reportages télévisés ou dans les photos que nous avons prises sur place : la sécurité était maximale. Les uniformes policiers et militaires étaient omniprésents : cela a commencé par un contrôle d'identités musclé dans le train vers 6h du matin. Ensuite un hélicoptère nous a suivi jusqu'à Varsovie et nous avons repéré un fourgon à chaque gare (même dans les plus petites), y compris certains passages à niveau entre le premier contrôle et l'arrivée.

Sur place, nos mouvements étaient étroitement encadrés mais le calme des manifestants et l'ambiance bon enfant qui régnaient ont rapidement détendu les policiers. Pour nous, l'absence d'incident était essentielle. Même si le cortège est passé près du stade où se tenaient les négociations, nous avons globalement eu l'impression que le tracé avait été prévu pour éviter le centre et surtout le sentiment d'avoir été « parqués » à l'abri des regards en fin de manifestation. Ceux qui sont restés la semaine qui a suivi la manifestation et les reportages des médias nous ont confirmé notre impression : les Polonais ignoraient totalement qui nous étions et pourquoi nous étions là ! Cela n'est pas vraiment surprenant vu le peu de sérieux et d'importance que la présidence polonaise a accordé à cette COP19, qui a été surnommée « COP des entreprises ». Pour la première fois, celles-ci étaient conviées à la table des négociations. Un sommet du charbon était même organisé en parallèle ! Difficile, dans ces conditions, d'aboutir à de réels engagements en faveur du climat.

En outre le président polonais de la COP a perdu son poste de Ministre de l'environnement en plein sommet, ce qui n'a fait que renforcer notre impression d'assister à un sommet « LOL ». Vivement Paris 2015 !



2e partie : Enjeux climatiques internationaux : quels leviers d'action du Nord au Sud ?

Intervenants :

- **Jean-Pascal van Ypersele**, professeur à l'UCL et vice-président du GIEC (J.-P vY.)
- **Arnaud Zacharie**, secrétaire général du CNCD-11.11.11. (A. Z.)
- **Philippe Henry**, ministre wallon de l'environnement (P. H.)
- **Modération par Caroline Saal**, coprésidente d'écolo j

Question introductive : Chaque intervenant réagit à l'introduction qui a précédé.

Jean-Pascal van Ypersele : Je comprends la frustration de ces jeunes car j'ai participé à 17 éditions des COP. Le rapport du GIEC définit sur une échelle de 30 ans l'évolution du climat et les changements qui vont affecter la planète. Le fait que l'on ait démontré que les changements climatiques sont d'origine humaine est une bonne nouvelle, car cela démontre que l'on peut et doit agir. Cependant par rapport à l'inventaire de mesures que le GIEC propose de prendre, les mesures prises pour protéger le climat au cours des 20 dernières années ont été faibles. C'est vrai que la conférence de Varsovie était très frustrante par certains aspects.

Arnaud Zacharie: La crise n'est pas seulement financière et économique, elle est aussi environnementale et climatique. Certains, plus conscients des contraintes environnementales, sont impatients tandis que d'autres provoquent, comme cela a été démontré par la tenue de ce sommet sur le charbon. On est pourtant face à une contrainte de type physique. Les dirigeants essaient de relancer les recettes déjà utilisées, mais le problème, c'est que le système ne peut pas être relancé sur les mêmes bases que par le passé. Il faut sortir de cette crise par le haut : cette contrainte est aussi une opportunité. Quel autre type de modèle économique avons-nous devant nous ? Quel nouveau modèle est susceptible de créer de nouvelles formes d'emplois, de prospérité, etc. ? Nos dettes écologiques n'ont d'équivalentes que nos dettes financières. Si en médecine, guérir le mal par le mal est efficace, je ne pense pas que c'est la cas en matière de politique économique.

Philippe Henry: Il est rassurant de voir une telle mobilisation, qu'elle soit politique, associative ou syndicale. J'estime que la machine des négociations mondiales est effectivement décevante car elle est lente, compliquée et n'accouche pas de grande décisions. J'ai participé à 5 éditions des COP, en commençant par Copenhague, qui était un espoir énorme, mais il faut admettre que les enjeux sont complexes alors que l'on n'a pas de gouvernance mondiale. Cela n'empêche pas que les choses avancent dans le bon sens et que la mobilisation des citoyens engagés et des associations reste nécessaire et utile.

Question pour J.-P vY. : Comment le GIEC se prononce-t-il face aux incertitudes des solutions pour pallier au réchauffement climatique et comment gérer les climato-sceptiques ?

J.-P vY. : Le premier volume du rapport du GIEC vient d'être mis en ligne (1552 pages www.ipcc.ch) et contient tous les éléments scientifiques sur lesquels le GIEC s'appuie : ce sont bien les activités humaines qui sont à plus de 95% responsables de l'essentiel du réchauffement climatique depuis le milieu du 20^e siècle. Les facteurs naturels sont presque négligeables par ailleurs.



Il faut se souvenir du titre du film d'Al Gore, « Une vérité qui dérange ». Le GIEC ne prétend pas détenir la vérité avec un grand « V » car la science progresse toujours, mais le socle de connaissance est aujourd'hui extrêmement clair. Il y a des solutions et il est possible d'agir. C'est une vérité qui dérange ceux qui ont intérêt à ce que certaines choses ne changent pas, notamment les lobbies des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturels). Ils sèment le doute dans les populations mais cela ne change rien à la réalité. Il faut être conscient de ce contexte économique. En Europe par exemple, où l'on dépense chaque année 400 milliards d'€ pour acheter des combustibles fossiles en dehors du territoire européen, les acteurs économiques qui tournent autour de l'utilisation massive de ces combustibles fossiles préfèrent le statu quo.

Le rôle du GIEC n'est pas de donner des instructions aux pays : il est au service des décideurs politiques du monde entier et tente de fournir les informations les plus utiles, de la manière la plus rigoureuse et scientifique possible. Le résultat de tout cela est un diagnostic, une liste d'options et de mesures qu'il serait possible de prendre, mais ce ne sont pas des recommandations avec des choix de valeurs sous-jacents. On s'arrête à cette frontière entre la science et le politique. Par exemple, le GIEC n'est pas pour les énergies renouvelables, et n'est pas davantage pour ou contre le nucléaire mais il a produit des rapports sur les différentes manières de produire les énergies, il en a étudié les avantages, les inconvénients et les coûts. Il fournit cela aux décideurs et aux citoyens qui peuvent s'en saisir pour aller plus loin. Si la communauté internationale veut rester en dessous de 2° d'augmentation de température, les lois de la physique du système climatique sont telles qu'il faut alors réduire les émissions d'à peu près autant dans les décennies qui viennent. Mais il y a un « si » au début de la phrase.

P.H. : Cette distinction entre science et politique est très importante afin de ne pas mélanger tous les débats car une base scientifique est nécessaire à un débat serein. Malgré cela, on est actuellement confronté à un discours climato-sceptique exagérément présent, même s'il n'y a pas de scientifique digne de ce nom qui puisse soutenir ces thèses. Le calendrier politique des 2 années à venir est très important, avec le rendez-vous de Paris en 2015 et la sortie du rapport du GIEC est un élément important.

Le gouvernement wallon n'est pas directement interpellé comme gouvernement au moment où le rapport est publié, même si je suis interpellé en tant que personne et en tant qu'écologiste. En réalité il y a un processus très complexe à différents étages. Les décisions en matière environnementale et climatique se prennent, pour ce qui nous concerne, d'abord au niveau européen. Les décisions européennes se traduisent en objectifs belges, qui se décomposent à l'intérieur de la Belgique en différentes régions. Nous avons échoué, il y a quelques semaines, à répartir la charge belge des objectifs 2020 entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles pour une raison purement politique. La Flandre, en fait la N-VA, ne veut pas reconnaître que le fédéral joue encore un rôle en matière climatique.

Question pour A. Z. : Dans le contexte de crise actuel, comment assurer une interconnexion entre les différentes crises environnementale, économique et sociale ?

A. Z. : La situation est plus complexe qu'un clivage Nord-Sud car certains pays émergents (Chine et Inde) sont devenus de gros émetteurs de gaz à effet de serre tandis que d'autres sont très pauvres et sont les principales victimes des changements climatiques. L'injustice climatique se situe à ce niveau là. Il faut parler à des paysans et à des pêcheurs africains : ils observent le climat de manière tangible. Le problème, c'est que ces pays n'ont aucun poids dans les négociations internationales



qui sont un bras de fer entre nos vieux pays industrialisés et les pays émergents qui sont en pleine révolution industrielle. Les pays émergents disent, à juste titre à mon sens, que l'on ne peut pas tracer un trait sur le passé et que les pays industrialisés sont les principaux responsables des changements climatiques aujourd'hui. Mais il faut dire aussi qu'au 21^e siècle, les pays émergents comme la Chine ou l'Inde vont devenir de gros émetteurs de gaz à effets de serre. Il faut donc à la fois prendre en compte cette dette écologique que nous avons historiquement accumulée du fait de la révolution industrielle que l'on a connu à partir du 19^e siècle et que le reste de l'humanité n'a pas connue, mais il faut aussi prendre en compte les révolutions industrielles à venir et les délocalisations massives dans les pays émergents. Varsovie devait être le sommet du financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays pauvres, cela n'a pas été le cas. Cette révolution industrielle dans les pays émergents risque de faire en sorte que l'on va passer, dans les décennies à venir, au-dessus des 450 ppm que le GIEC a défini comme plafond à ne pas dépasser. Bref, on n'a plus du tout toutes les cartes en main, il faut absolument un accord Nord-Sud qui permettra de stabiliser le climat.

La question environnementale est une question éminemment sociale. Quand on prend les 10 pays les plus riches et les 10 pays les plus pauvres au cours des 20 dernières années, on se rend compte que à nombre de catastrophes naturelles équivalentes, il y a 12 fois plus de victimes dans les pays pauvres parce qu'ils n'ont pas les mêmes capacités d'adaptation face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. On est donc dans un bras de fer complexe, c'est pourquoi les ONG de développement sont devenues des acteurs majeurs de la société civile.

Quelles solutions mettre en place pour arriver à un accord planétaire ? Concernant l'adaptation aux changements climatiques, le principe du fonds vert pour l'adaptation et l'atténuation « lost and damages » (= pertes et les préjudices) est un axe global à développer. La question reste son financement...

Il s'agit aussi de développer de nouveaux paradigmes concernant de nouveaux modes de production et de consommation:

- paradigme d'économie circulaire : imposer aux producteurs d'assembler les biens avec des composants qui sont facilement identifiables et recyclables.
- paradigme de l'économie de fonctionnalité : il s'agit de prendre le contre-pied de la logique d'obsolescence programmée, d'encourager les producteurs à créer des biens qui ont l'espérance de vie la plus longue possible, de louer les biens (solutions de leasing comme Cambio).
- paradigme « du berceau au berceau » : considérer le déchet comme une ressource et créer des produits entièrement bio-dégradables. Ces nouvelles filières peuvent changer les modes de production et de consommation.

Les occidentaux donnent l'impression qu'ils vont dominer le monde, ce n'est pas obligatoirement vers cela que l'on va. Obama a d'ailleurs déclaré dans un discours au Congrès américain que ceux qui auraient le leadership en matière d'énergies renouvelables domineraient le monde.

Il faut à la fois responsabiliser à la fois les décideurs politiques, les acteurs économiques et sociaux sur le fait que les activités polluantes doivent être payées. J.-P. vY évoquait les subsides aux énergies fossiles, il y a là une manne d'argent considérable qu'il faudrait réorienter pour soutenir



ces nouveaux paradigmes. Cela répondrait à l'enjeu environnemental et constituerait une sortie de crise par le haut.

P. H. : Sur la complexité du monde, c'est vrai que Kyoto était un monde plus bipolaire, l'Europe n'est plus aussi harmonisée que ce qu'elle était à ce moment-là. Cela rend les négociations plus compliquées. Cela implique aussi qu'il n'y aura pas de solutions sans impliquer le monde entier. Les pays industrialisés portent une très lourde responsabilité, mais nous ne pouvons pas résoudre le problème seuls.

Question pour P. H. : Quelles alternatives à ces grands sommets annuels ? A côté de ces grands messes, quid ?

J.-P vY. : Même s'ils sont très frustrants, ces rendez-vous sont absolument nécessaires. La preuve en est que l'objectif de rester en dessous de 2° d'augmentation de température provient d'une décision politique prise à Copenhague en 2009. Le problème est global : l'enjeu est d'arriver avant la fin du siècle à des émissions globalement nulles. Cela nécessite une participation maximale de tous les acteurs, où qu'ils soient. Pour le moment nous ne payons rien pour le fait de déposer du CO₂ dans l'atmosphère : c'est invisible. Comment faire si cette donnée aussi fondamentale ne change pas ? Comment est-il possible de prendre une décision globale sans que cela ne prenne de temps ? Cela n'enlève rien à l'intérêt de l'action sur le terrain.

P. H. : Je suis totalement convaincu de la nécessité de ces COP : c'est la seule manière d'avancer, même si c'est lent et souvent décevant. Ces rendez-vous sont par ailleurs une magnifique occasion de nouer des contacts et de tisser des liens pour contribuer aux négociations. J'ai personnellement participé aux réunions de la francophonie. Le projet « *Fast Start* » du gouvernement wallon a permis de dégager 10 millions d'euros pour développer des initiatives concrètes en Afrique (la conception de fours ménagers moins énergivores par exemple). Il est nécessaire d'augmenter les partenariats avec les pays du Sud. Des mesures devraient être prises à tous les niveaux, régionaux aussi. Le gouvernement wallon a adopté récemment un « Décret Climat », il s'agit de la première région à adopter un tel décret avec un budget d'émissions réduit de 30 % d'ici 2020.

A. Z. : Si ces grands messes n'existaient pas, il faudrait les inventer ! Ces sommets visent à fixer un cap et des normes qui vont s'imposer à tout le monde, car contrairement à d'autres sujets, il s'agit de prendre des décisions politiques dont la majorité des effets se feront ressentir dans des décennies. C'est parfois difficile à assumer politiquement.

Questions et interventions du public :

Quel lien entre croissance et effet de serre ? Si l'on arrêtait la production de CO₂ aujourd'hui, après combien de temps le système climatique retrouverait-il sa position initiale ?

J.-P vY. : De l'ordre d'au moins 1000 ans, d'où l'urgence d'agir maintenant. A moins de développer de nouvelles technologies pour pomper le CO₂, ce phénomène est d'une très grande irréversibilité. Chaque année perdue, est une année durant laquelle on a rajouté des dizaines de milliards de tonnes de CO₂.

A. Z. : Sur l'impact de la croissance sur l'effet de serre, c'est impossible à définir puisque la croissance est la valeur des biens et services produits et échangés. Un pour cent de croissance peut signifier tout et son contraire. Que signifie le terme « croissance », à partir du moment où un accident de la route contribue à augmenter le PIB ? Cet indicateur ne prend pas en compte l'impact



social et environnemental. De nouveaux indicateurs sont nécessaires pour compléter le PIB car dans l'ordre multipolaire mondial, de nouveaux rapports de force sont apparus et les vieilles puissances ne veulent pas faire de place pour les nouvelles. La contrainte environnementale est une opportunité.

J.-P vY. nous dit que l'Europe a émis 1000 milliards de tonnes de CO2 depuis la révolution industrielle. Ne devrait-elle pas avoir un rôle plus important et pionnier, étant donné sa responsabilité dans la situation actuelle ? Quelles sont les freins actuels à un combat efficace contre le réchauffement climatique ?

P. H. : Concernant le rôle de l'Europe, je plaide et Écolo plaide pour que l'Union européenne joue un rôle important et engagé, mais la règle de l'unanimité au Conseil européen fait qu'il est difficile d'arriver à une position forte. L'Europe joue un rôle malgré tout engagé, c'est le seul continent qui se donne des objectifs importants à son échelle et se donne une législation interne forte. La Belgique n'a pas d'autre choix que de respecter ces objectifs, ils représentent plus que Kyoto et ce que d'autres font. Il est maintenant admis dans les assemblées européennes que l'objectif à terme est d'aller vers 100% d'énergies renouvelables. Cela veut dire que les choses évoluent et que l'on est dans un trend à ce niveau-là.

Au niveau des freins, la demande est forte d'avoir une réduction sur le mazout ou de baisser les charges sur l'énergie alors qu'il faudrait faire en sorte d'en consommer moins. De même, les discussions sur un péage urbain provoquent un tollé. Donc les freins sont multiples, ils sont au niveau multilatéral et international, ils sont au niveau des lobbies, ils sont aussi présent dans la population. C'est la raison pour laquelle les actions de mobilisation et de militance sont importantes : tous les citoyens sont porteurs de changement.

Dernière illustration des types de freins, le décret climat wallon a mis quelques mois pour aboutir au gouvernement car il y avait une crainte que ces objectifs ambitieux ne coûtent cher. Des études ont démontré que si l'on investi un euro, on en retrouve deux et que cela coûte beaucoup plus cher de ne pas prendre de mesures.

A. Z. : La responsabilité historique des pays industrialisés est évidente, s'ils ne prennent pas en compte cette dette environnementale, je pense que le blocage Nord-Sud risque de durer encore longtemps. Il faut clairement accepter cette dette historique, d'autant plus qu'il faut embarquer ces pays émergents pour l'avenir.

Sur la question des enjeux qui empêchent un accord mondial: il faut prendre en compte le contexte particulier des relations internationales aujourd'hui et du nouvel équilibre des puissances qui est en train de se former. On a un ordre de plus en plus multipolaire : à court terme, cela complexifie les débats dans toutes les négociations internationales. Les accords mondiaux arriveront lorsque ces quelques puissances réaliseront qu'elles doivent s'accorder dans l'intérêt de chacun. Tant qu'il n'y aura pas un modèle de développement crédible pour les pays en voie de développement, ils n'abandonneront pas leur modèle de développement inspiré de notre révolution industrielle.

Pourquoi ne pas taxer le carbone ?

A. Z. : Une taxe carbone est nécessaire, il faut rendre plus cher ce qui est néfaste, de même qu'il faut replacer cette question dans un contexte plus large (y compris social), autrement Didier Reynders va parler de rage taxatoire et les plus pauvres se sentiront de nouveau prélevés. Il faut pouvoir garantir que même les plus bas revenus et les classes moyennes vont y gagner. C'est toute la question de la réforme fiscale à tous les niveaux en Belgique.



P. H. : Concernant la taxation, on ne coupera pas au fait qu'il faut mettre en place un système permettant que l'impact sur l'environnement de nos modes de consommation soit pris en compte. C'est un des éléments très importants des négociations et plusieurs pistes sont sur la table. Il suffit de voir le débat que provoque l'idée d'une taxe de quelques euros sur les billets d'avion, on est pourtant très loin d'une prise en compte réelle des externalités sur l'environnement. Les écologistes plaident au niveau européen pour qu'il y ait une correction de ce point de vue là à l'entrée des frontières européennes. Donc oui, il faut agir à ce niveau, mais ce n'est pas facile vu qu'il y a les règles du commerce mondial.

Faut-il encore faire des bébés ?

A. Z. : Il ne faut pas percevoir l'époque dans laquelle nous vivons comme négative. Ma perception est effectivement négative à court-terme, mais on se situe dans un moment historique comme il n'y en a pas beaucoup. C'est une chance de vivre dans une époque où la roue tourne et où les cartes sont redistribuées.

J.-P vY. : Je rejoins ce qui vient d'être dit... On a besoin d'inventeurs, d'utopistes, de la jeunesse et de citoyens engagés pour mettre en œuvre ces nouveaux paradigmes.

P. H. : Oui pour les bébés ! Cette question ne se pose pas chez nous mais dans certains pays où le développement est difficile à encadrer. Ce sont les conditions du développement qu'il faut assurer.

Concernant la déforestation, on est en train de scier la branche sur laquelle on est assis car les forêts absorbent énormément de CO2 et contribuent à l'épuration de l'atmosphère. Déforester à tour de bras pour des raisons économique est le contraire d'une bonne gestion globale. Cela prive d'un habitat convenable des peuples moins développés.

A. Z. : Sur la question de la déforestation, cela me permet de faire un peu de publicités pour les campagnes 11.11.11. qui mettent l'agro-écologie en avant ! L'enjeu majeur est la régulation pour faire en sorte que les poumons verts soient préservés. La promotion de l'agro-écologie vise à enrayer la déforestation et traite du droit à l'alimentation.

J.-P vY. : Sur le déboisement, oui, les forêts sont à protéger absolument. Mais il faut aussi être conscient que le déboisement à l'échelle mondiale représente 15% des émissions humaines de CO2. Cela veut dire que 85 % provient des combustibles fossiles. Il faut arriver à réduire à zéro le déboisement, mais il ne faut pas oublier que le gros des gaz à effets de serre vient de la combustion des combustibles fossiles.

Conclusion : Chaque intervenant donne une priorité dans un domaine des deux autres...

A. Z. donne en priorité à **P. H. :** Persuader la N-VA de lâcher cet argent qui dort pour l'adaptation aux changements climatiques dans les pays pauvres.

P. H. donne une priorité à **A. Z. :** Poursuivre un rôle constructif avec les politiques, Arnaud Zacharie le fait déjà et je m'adresse plus largement à la société civile, et faire attention à ne pas tomber dans le « il n'y a qu'à »... Nos rôles sont complémentaires sur base de propositions de solutions que l'on peut travailler ensemble.

J.-P vY. donne une priorité à la salle : Être encore plus convaincu qu'avant cette soirée, que l'avenir n'est pas une fatalité, qu'il est entre nos mains ! Une des manières d'agir, c'est d'utiliser largement notre pouvoir d'interpellation, dans la vie de tous les jours et dans une multitude de domaines.